COVID-2019, la bourse ou la vie ?

27 février – 12 mars

samedi 14 mars 2020, par Antoine BOURGE

Chine, Iran, Italie, France… très contagieux, le Corona virus 2019 se répand au gré des flux mondialisés. Il inonde aussi les informations qui, elles-mêmes, alimentent craintes et fantasmes apocalyptiques tout en reléguant le reste des actualités aux oubliettes. Or, c'est bien pendant un conseil des ministres extraordinaire sur le COVID-19 qu'Édouard Philippe a annoncé le passage au 49.3 de la réforme des retraites et que des restrictions visant les rassemblements ont été décidées. A l'échelle planétaire les bourses s'effondrent mais comme en 2008, ce seront les gens ordinaires qui paieront l'addition.

CORONAVIRUS ET ÉCOLOGIE

- Dans la livraison de mars du Monde Diplomatique, la chercheuse Sonia Shah retrace l'origine des coronavirus :

« Les risques d'émergence de maladies ne sont pas accentués seulement par la perte des habitats, mais aussi par la façon dont on les remplace. Pour assouvir son appétit carnivore, l'homme a rasé une surface équivalant à celle du continent africain afin de nourrir et d'élever des bêtes destinées à l'abattage.
[…/…]
Des centaines de milliers de bêtes entassées les unes sur les autres en attendant d'être conduites à l'abattoir : voilà des conditions idéales pour que les microbes se muent en agents pathogènes mortels.
[…/…]
Bien que ce phénomène de mutation des microbes animaux en agents pathogènes humains s'accélère, il n'est pas nouveau. Son apparition date de la révolution néolithique, quand l'être humain a commencé à détruire les habitats sauvages pour étendre les terres cultivées et à domestiquer les animaux pour en faire des bêtes de somme. En échange, les animaux nous ont offert quelques cadeaux empoisonnés : nous devons la rougeole et la tuberculose aux vaches, la coqueluche aux cochons, la grippe aux canards. »

- Dans le Discours de la méthode, Descartes affirmait que la connaissance devait nous « rendre comme maîtres et possesseurs de la Nature. (…) principalement aussi pour la conservation de la

santé, laquelle est sans doute le premier bien et le fondement de tous les autres biens de cette vie ». Aujourd'hui forts de ces connaissances nous restons incapables de prendre les décisions pour le bien de tous.

LES SURVIVALISTES

- Face à l'épidémie des idées plus farfelues les unes que les autres se font jour. Paul Conge nous fait découvrir le courant « survivaliste » dans Marianne : « J'ai pris 1L de chlorure de magnésium en préventif ». On trouve également d'autres suggestions dignes d'un épisode de MacGyver :

« (…) oui, il est possible d'utiliser son urine comme désinfectant, oui, il est possible de fabriquer son propre gel hydroalcoolique. On suggère aux moins préparés de la chaîne de faire le plein d'éthanol et d'eau oxygénée, en cas de blessures. "Si demain, ça dégénère en guerre civile, tu auras d'autres préoccupation que de te laver les mains". »

- A travers les médias l'épidémie prend des allures de lutte pour survivre et la pénurie de gel antibactérien, dit hydroalcoolique, tout comme les exemples de supermarchés dévalisés se multiplient. On trouve un exemple dans un article publié sur Causeur :

« Alors que le coronavirus s'étend et bien que se laver les mains au savon soit suffisant, le gel hydroalcoolique apparaît comme l'eau bénite des temps nouveaux. Mais la pénurie est déjà là. Notre chroniqueur se lance à sa recherche dans le Paris de 2020. »

- L'affolement généralisé conduit le Professeur Gilbert Deray sur Facebook à exprimer son inquiétude sur plusieurs points :

« Je suis inquiet des vols de masques et que ceux nécessaires à la protection des personnels soignants et des personnes à risque, nos anciens et celles déjà malades, en particulier les patients immunodéprimés, soient distribués pour une efficacité nulle dans les aéroports, les cafés et les centres commerciaux.
[…/…]
Je suis inquiet de cette terreur qui conduit à faire des stocks obscènes de nourriture dans des pays où elle est disponible dans une abondance tout aussi obscène.
[…/…]
La couverture médiatique sur le coronavirus est très anxiogène et elle participe à l'affolement de chacun. Cela conduit aux théories du complot les plus folles du genre, « ils nous cachent quelque chose ». Rien n'est obscur, c'est impossible en médecine dans ce monde du numérique ou la connaissance scientifique est immédiate et sans filtre. Le coronavirus ne tue (presque) que les organismes déjà fragiles.
[…/…]
Je suis inquiet que notre système de santé, déjà en grandes difficultés, soit prochainement débordé par un afflux de malades au moindre signe de syndrome grippal. Ce sont alors toutes les autres maladies que nous ne pourrons prendre en charge. Un infarctus du myocarde ou une appendicite ce sont toujours des urgences, un virus rarement. »

- En Italie la situation critique des hôpitaux due aux privatisations et à la recherche du profit conduit à ce qui est décrite par Ju Angio sur le site Révolution Permanente :

« Quelle solution est apportée [au manque de matériel médical] ? C'est simple, la note fait état de 15 critères de sélection des patients à placer sous assistance respiratoire de manière prioritaire. Ces critères qui portent notamment sur l'âge des patients, sachant que l'Italie a la moyenne d'âge la plus élevée d'Europe. Cela signifie en réalité, que les soignants doivent faire des choix sur les patients à sauver et ceux qu'il faut laisser à leur sort.

Une responsabilité effroyable pèse donc sur les hospitaliers, qui se sont engagés pour sauver des vies et se retrouvent à faire des choix coûtant la vie à de nombreuses personnes, conséquence dramatique de la destruction permanente de l'hôpital public. La solution apportée par la fameuse note ne fait que dévoiler la logique profondément capitaliste qui guide la prise en charge des patients : laisser mourir ceux qui ne

sont plus utiles au capital, qui ne peuvent plus travailler et qui en plus sont coûteux pour l'État au niveau des pensions de retraites. »

HÔPITAUX, LA CRISE QUI S'AJOUTE A LA CRISE

Pour gérer les personnes touchées ou potentiellement touchées par le virus c'est évidemment l'hôpital qui est en première ligne. En France comme en Italie les hôpitaux ont été mis au régime sec depuis des décennies. Les grèves, appels et manifestations ne cessent depuis un an, mais ces appels à l'aide n'ont jamais trouvé de traduction politique concrète.

Généalogie de la crise hospitalière

- On trouve sur le site Bastamag un excellent article sur les origines des maux qui rongent l'hôpital public depuis près de 40 ans :

« Tout commence en 1983, avec le tournant de la « rigueur » pris par le gouvernement socialiste. Un haut-fonctionnaire, Jean de Kervasdoué, met en place un « programme de médicalisation des systèmes d'information ». L'objectif est de quantifier et de standardiser l'activité et les ressources des établissements de santé.
[…/…]
Alain Juppé est alors Premier ministre du premier mandat de Chirac. Il édicte par ordonnance, sans vote des parlementaires, l'« Objectif national des dépenses d'assurance maladie » (Ondam). Il s'agit d'un plafond de dépenses de santé à ne pas dépasser, quels que soient les besoins de la population. Chaque année, ce plafond est défini dans la loi de financement de la Sécurité sociale. « Les objectifs clairement avoués par les pouvoirs publics étaient de réduire de 100 000 lits le parc hospitalier français, soit près du tiers de sa capacité », explique l'Institut de recherche et documentation en économie de la Santé.
[…/…]
« Moderniser la gestion, favoriser l'investissement, motiver chaque acteur. » Voilà comment le ministre de la Santé Jean-François Mattéi – sous le second mandat Chirac – présente son « plan hôpital 2007 ». Ce projet est lui aussi adopté par ordonnances, sans débat démocratique. Il instaure la controversée tarification à l'acte (T2A) pour la médecine, l'obstétrique et la chirurgie pratiquées dans les hôpitaux publics. »

Actualité de la crise hospitalière

- Dans l'Humanité, on déplore le manque de moyens pour l'hôpital en temps normal qui s'inscrit plus généralement dans la politique de destruction des services pulics :

« Pour l'instant, il n'y a rien sur la table et le nouveau ministre de la Santé n'a rien annoncé. Nous ne voulons plus de promesses mais des actes. La mesure immédiate consisterait à augmenter les dépenses de la Sécurité sociale afin de renforcer les budgets des hôpitaux pour débloquer plus de moyens humains mais aussi rouvrir des lits car trop ont été fermés. Jusqu'ici, le président est resté sourd, malgré la grève du codage des médecins, la démission administrative des chefs de service, la grève des personnels. Samedi [29 février], une réunion exceptionnelle a eu lieu sur le coronavirus. Le gouvernement en est sorti avec… un 49.3 sur la réforme des retraites ! Cela montre les choix faits par ce gouvernement. »

- La visite de Macron à la Pitié-Salpêtrière a notamment rappelé que le service public hospitalier est sur le front quand des décisions politiques fortes se font attendre, notamment plus de moyens humains. Charlie Hebdo revient sur cette visite :

« (…) le 27 février lorsque le président est venu visiter les équipes de la Pitié-Salpêtrière à Paris. En direct, devant les caméras, François Salachas a demandé plus de moyens pour l'hôpital. Avec la crise du coronavirus, le Collectif inter-hôpitaux, qui se mobilise depuis des mois pour sauver l'hôpital public alerte : il faut un afflux massif de personnel. Et tout de suite. »

- Dans un article paru dans Marianne, Anthony Cortes s'interroge sur la capacité de notre système de

santé à faire face à la crise et se termine sur cette citation qui en dit long sur la surmenage et l'épuisement des personnels :
« Nous prenons sur nous parce que la situation l'impose, mais à la sortie de cet épisode, le gouvernement devra écouter notre détresse. »

- Ce n'est pas seulement une revalorisation du salaire mais de l'ensemble des conditions de travail qu'exigent les personnels depuis plus d'un an mobilisés. C'est ce que relate Caroline Coq-Chodorge sur Mediapart :

« Et toutes ces mesures [sous forme de primes] ne suffisent pas à résoudre la principale difficulté des directeurs, soit la pénurie de personnels. « Nous sommes des employeurs dans l'incapacité de recruter, pointent Anne Meunier et Maxime Morin. Les situations de rupture se multiplient. Faute de personnel, des lignes de SMUR (Service mobile d'urgence et de réanimation) ferment. On ne sait pas si des services d'urgence vont tenir. Nous alertons depuis des mois au-dessus de nous. »
Pour recruter, les directeurs sont confrontés à la concurrence du privé, qui « se restructure, se concentre sur les filières rentables, poursuit le Syncass-CFDT. Il offre des salaires 2, 3 ou 4 fois supérieurs. Nous, dans le public, parce qu'on assure la continuité des soins, on en a plus la contrainte des gardes. Ce phénomène déstabilise profondément notre système de santé ». »

Un service public indispensable ?

- Comment croire à la sincérité de Macron quand il se rend tout à coup compte que le service public est indispensable ? Bastamag cite le président suite à son allocution du 12 mars :

« « Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché », a déclaré Emmanuel Macron lors de son allocution télévisée du 12 mars. « La santé n'a pas de prix. Le gouvernement mobilisera tous les moyens financiers nécessaires pour porter assistance, pour prendre en charge les malades, pour sauver des vies quoi qu'il en coûte », a-t-il ajouté. »

- Sur Mediapart on apprend ceci :

« (…) le président de la République a décidé de réquisitionner « tous les stocks et la production de masques de protection. Nous les distribuerons aux professionnels de santé et aux Français atteints par le coronavirus ».
Seulement, au journal Libération, un des gros producteurs français de masques, Valmy, a expliqué être occupé par la fabrication de masques pour le NHS (National Health Service) britannique, qui a passé commande avant les autorités françaises : « Ça fait six semaines qu'on leur dit qu'il va y avoir un problème », assure le directeur de l'exploitation. »

Il est légitime alors de s'interroger sur la sincérité d'un Président et d'un gouvernement qui prétendent maintenant prendre en considération les agents hospitaliers.

- Le recours au volontariat ne fait que rappeler la pénurie organisée par les gouvernements successifs et nécessite la mobilisation des personnels de santé retraités par exemple… alors que le virus est plus mortel pour les plus de 65 ans ! A lire sur le site de France Info :

« Cette réserve fonctionne sur le même principe que son homologue militaire et mobilise tous les professionnels de santé disponibles pour effectuer des missions de renforts en cas de crise liée aux questions de santé. »

- Sur La Sociale, Jacques Cotta propose une analyse fort juste du revirement de circonstance opéré par Macron :

« Emmanuel Macron exprime à mots couverts la difficulté qui est la sienne face à cette situation inédite. Lorsqu'il déclare son attachement à la « santé gratuite, sans conditions de ressources ou de parcours », lorsqu'il semble découvrir soudainement « notre État-providence », lorsqu'il se laisse aller à une déclaration d'amour en affirmant que ce « ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux,

des atouts indispensables quand le Destin frappe », il affirme dés maintenant non une conviction révélée, mais une difficulté à poursuivre dans la voie qu'il incarne, celle de la destruction du bien commun, de la société, de la solidarité. »

- Dans un article publié sur Marianne, Mathias Thépot porte la même appréciation suite au discours présidentiel du 12 mars :

« Si Emmanuel Macron a bien angélisé "l'État providence" qui ne serait pas synonyme, selon lui, "de coûts ou de charges" mais "de biens précieux", il reste dès lors difficile de croire aux "décisions de rupture" promises. Au mieux, l'exécutif confortera-t-il le système de santé gratuit, mais il n'est pour l'instant pas question de remettre en cause les réformes du marché du travail, de l'assurance chômage et des retraites. »

CORONAVIRUS ET LIBERTÉS

Les rassemblements de plus de 5000, puis de 1000 et enfin de plus de 100 personnes sont maintenant interdits. Comme l'indiquait Denis Collin sur La Sociale dans un contexte politique et social tendu ce virus tombe à pic pour museler toute contestation :

« Après tout, interdire les réunions, confiner les gens chez eux, ça peut aussi avoir des retombées intéressantes, des bénéfices secondaires (il n'y a pas de petits profits !) et Naomi Klein a montré, il y a déjà un certain temps, ce qu'était la « stratégie du choc ». »

MONDIALISATION HEUREUSE ?

- Dans Les Echos Jacques Attali nous explique, en bon fanatique mondialiste, que pour contrer de futurs virus, il faut encore plus de mondialisation pour contrôler les populations et prendre les bonnes décisions à leur place :

« Prévoir aussi beaucoup mieux, et faire connaître beaucoup plus tôt, les débuts d'une épidémie nouvelle, même si le gouvernement local s'y refuse. C'est possible : l'épidémie actuelle aurait pu être annoncée beaucoup plus tôt, bien que la Chine ait refusé la communication des informations nécessaires, comme vient de le démontrer une entreprise canadienne, BlueDot, qui, avec des informations publiques, avait annoncé l'épidémie de coronavirus dix jours avant que le gouvernement chinois ne se décide à la divulguer. Il faut dès maintenant mettre en place mondialement ce genre d'observatoires, fondés sur un usage massif et ouvert des technologies de l'intelligence artificielle. (…)

Rien n'est plus urgent que de penser et d'agir mondialement. Rien n'est plus difficile, pourtant, quand les trois quarts de l'humanité manquent de l'essentiel et quand chacun est pris par des urgences, présentes et futures, mineures ou dramatiques. On peut au moins espérer qu'une telle pandémie, lourde de menaces, en soit le déclencheur. »

- La BCE nous sauvera-t-elle ? Jamais, compte tenu des annonces de Christine Lagarde et de la dégringolade boursière qui s'en est suivie. La Croix nous en donne un bref aperçu :

« Le plan anti-coronavirus présentée, jeudi 12 mars, par la Banque centrale européenne était très attendu par les marchés. Mais les annonces de sa présidente Christine Lagarde n'ont pas vraiment rassuré les investisseurs provoquant une dégringolade boursière. »

- Jacques Sapir sur Facebook s'interroge sur une possible remise en cause de la mondialisation :

« Cette épidémie a fait prendre conscience que les principes de la souveraineté économique, que cette souveraineté soit pharmaceutique, alimentaire, voire industrielle, sont centraux pour la stabilité de nos sociétés. Mais, ces notions de souveraineté économique sont en réalité contradictoires avec la mondialisation. Ainsi, à travers une crise que l'on pouvait penser passagère, c'est l'ensemble de l'équilibre entre mondialisation et souveraineté qui est remis en cause. »

- Ivan Rioufol dans Causeur souligne la fragilité de la structure de nos économies ultra-libérales mondialisées :

Oui, ce virus inattendu naturellement est révélateur des excès et de la fragilité du mondialisme. C'est particulièrement vrai pour la fragilité économique du mondialisme. On voit aujourd'hui que les bourses chancellent, on s'aperçoit que nous sommes très dépendants de la Chine qui a fermé une partie de ses unités de production automobiles, d'avions, de pièces détachées, d'électronique mais également de médicaments.

« On a appris à cette occasion que l'Europe était dépendante de ce pays pour 80% des médicaments qui sont vendus chez nous (même l'aspirine, le doliprane, etc.) ! Si l'on doit se soigner, théoriquement, nous n'aurons plus accès direct à ces médicaments qui sont produits en Chine. C'est tout à fait effarant. Au nom du mondialisme, on a confié notre destin à des sources qui sont assez vulnérables. »

- Au moment où tous les indicateurs économiques et financiers sont dans le rouge, il est peut-être temps de prendre conscience que le mode de production capitaliste est un modèle à bout de souffle. Sur La Sociale Denis Collin explique :

« De plus en plus nombreux sont les observateurs qui constatent que l'interdépendance croissante des économies, cette soi-disant « mondialisation heureuse » fragilise l'ensemble de l'édifice et rend chaque jour un peu plus probable une catastrophe. Le coronavirus n'épargne personne parce que, si la chaîne de production qui unit Chine, États-Unis, Russie, Europe, Indonésie, etc. se rompt, comme toujours en l'un de ses maillons les plus faibles, c'est l'ensemble qui se disloque. Conclusions qui commencent à être tirées : on a trop mondialisé, il faudrait « démondialiser », relocaliser, renforcer nos « défenses immunitaires » en gagnant en autonomie et même en autarcie. »

- On retrouve une réflexion similaire sur Marianne :

« Plusieurs spécialistes le confirment. A cause du coronavirus, nous risquons de vivre une crise similaire à 2008, sauf que cette fois-ci les ressources des Etats - qui ont déjà renfloué les banques - ont bien diminué. Pourquoi risquons-nous de subir une crise de même ampleur bien que les causes de l'effondrement des cours des bourses soient différentes ? Car la structure des marchés financiers n'a pas été modifiée et le poids de la finance dans l'économie a continué de grimper ces dernières années. (...)

Depuis le début de la crise du coronavirus, beaucoup craignent une baisse de la croissance ou une récession avec des conséquences qui peuvent être dramatiques. « Le capitalisme, s'il arrête de produire toujours plus, engendre le développement du chômage, de la misère et autres calamités… Il n'y a rien de pire qu'une société fondée sur la croissance, comme la nôtre, mais sans croissance. », précise Paul Ariès, l'un des pionniers du mouvement de la décroissance, en France. (...)

Des chercheurs tels que Jean Gadrey, Dominique Méda, Serge Latouche, Paul Ariès, Agnès Sinaï, Florence Jany-Catrice et bien d'autres, ont déjà démontré qu'un système économique peut fonctionner sans croissance et même créer des emplois. »

Antoine Bourge
Le 14 mars 2020